













Accord-cadre n° 25PA91801  
Prestations d'impression, de façonnage et de reliure  
d'ouvrages à caractère pédagogique, scientifique et  
culturel pour l'université Bordeaux Montaigne

*Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche  
Université Bordeaux Montaigne*

Cahier des clauses administratives particulières  
(CCAP)

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaires de services</p> <p><u>Objet</u> : Prestations d'impression, de façonnage et de reliure d'ouvrages à caractère pédagogique, scientifique et culturel pour l'université Bordeaux Montaigne</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE Domaine Universitaire, 19 Esplanade des Antilles 33607 - PESSAC</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique. CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>PUB, Presses universitaires de Bordeaux, Domaine universitaire, 19 Esplanade des Antilles, 33607 PESSAC AUSONIUS, Maison de l'Archéologie – Domaine universitaire – 8 Esplanade des Antilles, 33607 PESSAC REA, Maison de l'Archéologie – Domaine universitaire – 8 Esplanade des Antilles, 33607 PESSAC</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 2 lots.</p>
	<p>La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.</p>
	<p><u>Tranches</u> : L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches. <u>Prestations similaires</u> : Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1.</b>	<b>PRÉAMBULE.....</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE 2.</b>	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 1.	REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR .....	5
ARTICLE 2.	OBJET ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 3.	DURÉE .....	6
ARTICLE 4.	ACCORD-CADRE .....	7
4.1.	MODALITES DE CONSULTATION DES TITULAIRES A L'ACCORD-CADRE .....	7
4.2.	MODALITE DE REPONSES .....	7
4.3.	CRITERES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS .....	7
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	8
ARTICLE 6.	ASSURANCES .....	8
ARTICLE 7.	INTERVENANTS.....	8
7.1.	SOUS-TRAITANCE.....	8
7.2.	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES .....	9
<b>PARTIE 3.</b>	<b>PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>10</b>
ARTICLE 8.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....	10
8.1.	MODALITES DE FIXATION DES PRIX .....	10
8.2.	CONTENU DU PRIX .....	10
8.3.	VARIATION DES PRIX.....	10
ARTICLE 9.	AVANCE.....	11
ARTICLE 10.	RETENUE DE GARANTIE .....	11
ARTICLE 11.	MODALITÉS DE PAIEMENT .....	11
11.1.	DELAI DE PAIEMENT .....	11
11.2.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....	12
11.3.	FACTURATION .....	12
<b>PARTIE 4.</b>	<b>MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 12.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....	14
ARTICLE 13.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 14.	DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	15
ARTICLE 15.	PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS.....	15
ARTICLE 16.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	15
16.1.	REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	15
<b>PARTIE 5.</b>	<b>CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 17.	RÉCEPTION.....	16
ARTICLE 18.	DÉLAI DE GARANTIE .....	17
<b>PARTIE 6.</b>	<b>CLAUSES DIVERSES.....</b>	<b>18</b>
ARTICLE 19.	OBLIGATION DU TITULAIRE CONCERNANT LES DONNÉES PERSONNELLES .....	18
<b>PARTIE 7.</b>	<b>DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>	<b>19</b>
ARTICLE 20.	PÉNALITÉS ET PRIMES .....	19
ARTICLE 21.	MESURES COERCITIVES .....	19
ARTICLE 22.	CAS DE RÉSILIATION .....	20
ARTICLE 23.	LIQUIDATION .....	20
ARTICLE 24.	LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	20
<b>PARTIE 8.</b>	<b>DÉROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>22</b>

## **PARTIE 1. PREAMBULE**

---

### **Législation applicable**

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

## PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

---

### ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

Le nom du représentant de l'acheteur sera communiqué lors de l'envoi de la lettre de notification.

Les référentes techniques des services :

Nom : Madame Marion DAUBANES

Adresse : PUB, Presses universitaires de Bordeaux, Domaine universitaire, 19 Esplanade des Antilles, 33607 PESSAC

Téléphone : 05.57.12.10.79

E-mail : [marion.daubanes@u-bordeaux-montaigne.fr](mailto:marion.daubanes@u-bordeaux-montaigne.fr)

Nom : Madame Nathalie JUNCA

Adresse : AUSONIUS, Maison de l'Archéologie, Domaine universitaire, 8 Esplanade des Antilles, 33607 PESSAC

Téléphone : 05.57.12.45.60

E-mail : [nathalie.junca@u-bordeaux-montaigne.fr](mailto:nathalie.junca@u-bordeaux-montaigne.fr)

Nom : Madame Anne POTEL

Adresse : Revue des Études Anciennes, Maison de l'Archéologie, Domaine universitaire, 8 Esplanade des Antilles, 33607 PESSAC

Téléphone : 05.57.12.45.63

E-mail : [anne.potel@u-bordeaux-montaigne.fr](mailto:anne.potel@u-bordeaux-montaigne.fr)

### ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

**Objet des services** : Prestations d'impression, de façonnage et de reliure d'ouvrages à caractère pédagogique, scientifique et culturel pour l'université Bordeaux Montaigne.

Le présent marché public de services a pour objet les prestations d'impression, de façonnage et de reliure d'ouvrages à caractère pédagogique, scientifique et culturel pour l'ensemble des composantes et services de l'Université Bordeaux Montaigne.

L'impression étant une tâche essentielle des prestations à réaliser, elle devra être effectuée par des imprimeurs ayant leurs propres machines d'imprimerie. La sous-traitance est alors interdite pour cette tâche.

Le marché public est passé pour l'ensemble des services de l'Université Bordeaux Montaigne.

L'Université Bordeaux Montaigne se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché public la réalisation de prestations similaires dans les conditions strictement définies et prévues à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Les prestations similaires devront être conformes à l'article 1.1 du CCTP. La définition précise des fournitures et les caractéristiques techniques sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les prestations d'impression qui sont exclues du présent marché sont :

- la collection ATLAS Historique des Villes de France ;
- la collection « Le design mot pour mot » ;
- les livres double volume avec fourreau ;

- les livres de plus de 700 pages impression numérique nécessitant une reliure cousue collée
- les prestations d'imprimerie exécutées en régie ;
- les impressions de type imprimés administratifs et prestations offset couleur ;
- les prestations de reprographie ;
- les brochures ;
- les plaquettes et impressions grand format.
- les affiches posters ;
- les plans historiques ;

**Lieu de prestation des services :**

PUB, Presses universitaires de Bordeaux, Domaine universitaire, 19 Esplanade des Antilles, 33607 PESSAC  
 AUSONIUS, Maison de l'Archéologie – Domaine universitaire – 8 Esplanade des Antilles, 33607 PESSAC  
 REA (Revue des Études anciennes) Maison de l'archéologie – Domaine universitaire - 8, esplanade des Antilles 33607 PESSAC

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

**Lot 1 "Prestations d'impressions numériques et de façonnage d'ouvrages à caractère pédagogique, scientifique et culturel ;"**

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Charges Techniques Particulières (CCTP).

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à € 520.000,00 HT sur la durée totale du marché.

**Lot 2 "Prestations d'impressions offset, de façonnage d'ouvrages à caractère pédagogique, scientifique et culturel"**

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Charges Techniques Particulières (CCTP).

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à € 500.000,00 HT sur la durée totale du marché.

### **ARTICLE 3. DUREE**

**Pour l'ensemble des lots**

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification jusqu'au 30/06/2026.

La date de début d'exécution sera la plus tardive des deux dates suivantes : la date de notification ou le 01/07/2025.

Il est reconductible trois fois tacitement pour une durée d'un an. Le titulaire ne peut refuser sa reconduction. La durée totale d'exécution ne peut excéder quatre (4) ans.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 90 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

**Délai d'exécution :**

La durée de chacun des marchés subséquents sera définie et précisée au moment de leur conclusion.

Il est précisé que la durée et le délai d'exécution des marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre peuvent éventuellement se prolonger au-delà de la date limite de validité de cet accord-cadre. Les marchés subséquents ne peuvent être conclus que durant la période de validité de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 4. ACCORD-CADRE**

La présente consultation est soumise aux dispositions des articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique relatifs à l'appel d'offres ouvert et des articles R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique, relatifs à l'accord-cadre.

Cette consultation donnera lieu à un accord-cadre conclu avec plusieurs opérateurs économiques, ceux-ci sont au nombre de 5 sous réserve d'un nombre de candidats ou d'offres suffisants.

### **4.1. Modalités de consultation des titulaires à l'accord-cadre**

L'attribution des prestations d'impression se fait au moyen de marchés subséquents prenant la forme de bons de commande après remise en concurrence des 5 titulaires pour les lots 1 et 2.

La remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre se fera au moyen d'une demande de devis décrivant la qualité, la quantité des prestations attendues et les sujétions particulières et le cas échéant d'une annexe qui précisera la qualité et les exigences techniques attendues.

La demande sera envoyée simultanément par mail à tous les titulaires.

L'adresse mail de transmission de la demande de devis est celle fournie par le titulaire dans le document « Cadre de réponses techniques » remis à l'appui de son offre. Tout changement d'adresse mail doit être indiqué au Pôle Achats par courriel ([marches.publics@u-bordeaux-montaigne.fr](mailto:marches.publics@u-bordeaux-montaigne.fr)).

La responsabilité de l'université ne pourra être engagée si le titulaire ne consulte pas son courriel ou si l'université n'a pas été informée du changement de courriel du titulaire.

Le cas échéant, la demande de devis sera accompagnée par une demande d'échantillon, précisant le lieu de livraison. Les échantillons seront fournis à titre gracieux par les candidats. Ils ne seront pas restitués.

### **4.2. Modalité de réponses**

Les réponses de chaque titulaire à toute nouvelle demande de devis (marché subséquent) devront être transmises dans un délai de 7 jours maximum ouvrés au service de l'université émetteur de la demande de devis par envoi d'un courriel électronique.

En cas d'urgence, ce délai de remise des devis pourra être écourté sur initiative de la personne émettrice de la demande de devis qui le précisera dans sa demande.

Toute réponse postérieure au délai prévu ne pourra être étudiée et retenue.

Les devis transmis par les titulaires sont valables pendant une durée d'un mois à compter de la date limite de réception des demandes de devis prévues par l'université.

Pour répondre à une consultation, le titulaire de l'accord-cadre retournera le formulaire de demande de devis complété et y joindra tout élément nécessaire (détail du devis, détail des prestations).

Le cas échéant, les échantillons devront parvenir au plus tard à la date limite de remise des offres. En l'absence de réception de ces échantillons avant la date limite de remise des offres, l'offre du soumissionnaire sera considérée comme irrégulière et rejetée.

### **4.3. Critères d'attribution des marchés subséquents**

Parmi les cinq titulaires à l'accord cadre, le titulaire retenu pour exécuter la prestation d'impression est celui qui obtient la meilleure note sur 100, au regard des critères ci-dessous :

- Prix [pondération entre 25 et 35] ;
- Valeur technique appréciée sur la base des exigences attendues (papier, couleurs, grammage...) (Cette note sera ramenée à la pondération retenue dans le cadre de la mise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre) [pondération entre 25 et 35] ;
- Délais de livraison [pondération entre 15 et 25] ;
- Respect des sujétions particulières exigées par l'université (Le cas échéant, en cas de contrainte de conditionnement, de la nécessité d'un lieu de livraison spécifique...) [pondération entre 15 et 25].

A chaque remise en concurrence, le service de l'université concerné précisera la pondération appliquée. Le titulaire le mieux classé sera retenu comme attributaire.

Les offres reçues ne seront pas négociées. L'offre remise par chaque titulaire sera considérée comme ferme et définitive.

## **ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (formulaire ATTR11) pour chaque lot ;
- Les chiffrages de devis-type
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). Seul l'exemplaire conservé par l'administration fait foi
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Seul l'exemplaire conservé par l'administration fait foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (\*)
- Le Cadre de réponses techniques
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

### Pièces à remettre au titulaire - Cession ou nantissement des créances :

Les dispositions de l'article 4.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 6. ASSURANCES**

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

### Assurances :

Les dispositions de l'article 9.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Attestations :

Les dispositions de l'article 9.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 7. INTERVENANTS**

### **7.1. Sous-traitance**

L'impression étant une tâche essentielle des prestations à réaliser, elle devra être effectuée par des imprimeurs ayant leurs propres machines d'imprimerie. La sous-traitance est alors interdite pour cette tâche.

### **Présentation d'un sous-traitant**



Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

### **Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement**

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

### **Paiement direct des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **7.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisés.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

### ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

#### 8.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

L'accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaires à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

L'accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaires est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont il aura besoin.

#### 8.2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Concernant la livraison sur le site de l'université, le titulaire de l'accord-cadre ne pourra exiger des frais de port en supplément. Pour les sites situés hors université, des frais de livraison pourront être facturés par le titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à fournir tous les renseignements sur les prix demandés par l'université.

#### 8.3. Variation des prix

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante :

##### Marché subséquent :

Les prix sont forfaitaires, définitifs et fermes pour chaque marché subséquent.

La prestation faisant l'objet du marché subséquent est exécutée pour le montant global arrêté par le titulaire dans le marché subséquent.

##### Accord-cadre :

Les prix de l'accord cadre sont unitaires, définitifs et révisables.

Les prix sont révisables annuellement à compter de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Les prix de l'accord-cadre sont plafond et ne doivent pas être dépassés lors de la passation des marchés subséquents.

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (ou 0).

L'index de référence, choisi, en raison de sa structure, pour la mise à jour des prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est l'indice CPF 18.1 - Travaux d'impression et services connexes - Prix de base Base 2021 - Identifiant 010763810.

La révision est effectuée par application au prix de l'accord cadre d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 I_m/I_0$$

dans laquelle  $I_m$  et  $I_0$  sont les valeurs prises par l'index respectivement au mois  $M_0$  (mois de remise des plis) et au mois  $M$  (mois de révision).

L'indice retenu pour le mois  $M$  est le dernier index définitif connu à la date de présentation de la demande de révision.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Le titulaire du marché public s'engage à faire parvenir à l'Université Bordeaux Montaigne la demande de révision présentant les nouveaux tarifs modifiés au Pôle Achats de l'Université Bordeaux Montaigne, par courriel ([marches.publics@u-bordeaux-montaigne.fr](mailto:marches.publics@u-bordeaux-montaigne.fr)) ou par courrier papier avec accusé réception (Université Bordeaux Montaigne, Direction des Affaires Financières - Pôle Achats, 19 Esplanade des Antilles, 33607 Pessac Cedex), dans un délai d'un (1) mois précédant la date effective de la révision.

À cet effet, il joint, sous un format tableur, les nouveaux tarifs. Il précise également le détail des indices et formules de révision utilisés.

Dans le cas où la demande de révision parviendrait à l'Université au-delà de ce préavis, la demande de révision ne serait pas prise en compte pour la période concernée.

L'administration dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la date de réception de la demande de révision de prix, pour accepter ou refuser les nouveaux prix. Passé le délai de 30 jours qui suit l'accusé de réception de cette demande de révision, le silence de l'administration vaut acceptation du nouveau tarif.

La révision se fait à la hausse comme à la baisse.

L'application de la formule de révision des prix ne peut pas avoir pour effet d'augmenter de plus de 3% les prix initiaux du marché, soumis à la révision.

Si l'application de la formule de révision des prix conduit à dépasser ce plafond, les prix du marché tels que calculés à l'issue de l'application de la formule de révision sont les prix plafonnés à 103%.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de l'application de la présente clause.

#### Détermination des prix de règlement :

Les dispositions de l'article 10.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 9. AVANCE**

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

## **ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## **ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT**

### **11.1. Délai de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

## **11.2. Modalités de règlement des comptes**

### Acomptes:

Les dispositions de l'article 11.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Contenu de la demande de paiement :

Les dispositions de l'article 11.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Calcul du montant dû par l'acheteur au titre des prestations fournies :

Les dispositions de l'article 11.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Remise de la demande de paiement :

Les dispositions de l'article 11.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur :

Les dispositions de l'article 11.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Païement pour solde et règlement partiels et définitifs :

Les dispositions de l'article 11.7 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Facturation électronique :

Les dispositions de l'article 11.8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance :

Les dispositions de l'article 12 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **11.3. Facturation**

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

Nom : UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE

SIRET : 19331766600017

Sous peine de rejet, les factures doivent être impérativement libellées à l'adresse suivante :

Université Bordeaux Montaigne

Service facturier

19 Esplanade des Antilles

33607 Pessac Cedex

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- le numéro du marché 25PA91801 ;
- le site concerné ;

- le numéro de l'engagement juridique communiqué postérieurement à la notification par l'université ;
- les noms, adresse et raison sociale du créancier ;
- le détail des prestations (prestation forfaitaire annuelle ou autres...) conforme à l'offre financière ;
- le montant hors TVA, détaillé et établi sur la base de l'offre financière au marché public ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le numéro de compte bancaire ou postal ;
- le montant TTC.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## **PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

#### Forme des notifications et information :

Les dispositions de l'article 3.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Modalités de computation des délais d'exécution des prestations :

Les dispositions de l'article 3.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

#### Ordres de service :

Les dispositions de l'article 3.8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **ARTICLE 13. EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### Lieux d'exécution :

Les dispositions de l'article 17 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

Les dispositions de l'article 18 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché :

Les dispositions de l'article 19 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Les dispositions de l'article 20 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Livraison :

Les dispositions de l'article 21 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Surveillance en usine :

Les dispositions de l'article 22 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public :

Les dispositions de l'article 26 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 14. DEVELOPPEMENT DURABLE**

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

Clause environnementale générale :

Les dispositions de l'article 16.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 15. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS**

Prestations supplémentaires et modificatives :

Les dispositions de l'article 23 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles :

Les dispositions de l'article 24 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 16. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **16.1. Régime des droits de propriété intellectuelle**

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

## **PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE**

---

### **ARTICLE 17. RECEPTION**

#### Opérations de vérification :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Déroulement des opérations de vérification :

La vérification de la commande est effectuée à la réception par le service émetteur du bon de commande. La réception est assimilée à l'apposition sur le bon de livraison de la signature du responsable de la commande. Des réserves, s'il y a lieu, seront portées sur le bon de livraison.

La réception des marchandises ne vaut pas admission de la marchandise par l'université.

L'admission des marchandises livrées ne devient définitive que si aucune réclamation n'a été formulée dans un délai de quinze (15) jours suivant leur réception.

Le service émetteur de la commande peut faire une réclamation par simple mail transmis au titulaire dans le délai précité en précisant les motifs et manquements constatés. Le titulaire doit faire part de ses justifications et observations dans un délai de 8 jours suivant la réclamation. Passé ce délai l'université peut ensuite refuser la marchandise ou l'accepter sous réserve de l'application d'une réfaction (voir ci-dessous).

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

Les dispositions de l'article 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Décisions après vérifications :

Les dispositions de l'article 29 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Admission :

Les dispositions de l'article 30.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Ajournement :

Les dispositions de l'article 30.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Réfaction :

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, « lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché public, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées ».

Si l'université constate, par simple mail transmis au titulaire retenu, une non-conformité ou une mauvaise exécution de la prestation, le titulaire se doit de proposer un dédommagement ou une remise qui correspond aux défauts constatés. A défaut, l'université peut refuser la marchandise livrée.

#### Rejet :

Les produits imprimés refusés, reconnus défectueux ou non conformes à la commande, sont retournés au titulaire, aux frais de celui-ci, qui a la charge complète de les remplacer également à ses frais dans les mêmes délais et selon les modalités de livraison prévues initialement, conformément à l'article 30.4.2 du CCAG-FCS.

Les dispositions de l'article 30.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.



Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux :

Les dispositions de l'article 30.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Transfert de propriété :

Les dispositions de l'article 31 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 18. DELAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de la réception.

## PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

---

### ARTICLE 19. OBLIGATION DU TITULAIRE CONCERNANT LES DONNEES PERSONNELLES

#### Protection des données à caractère personnel :

Les dispositions de l'article 5.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Obligation de confidentialité :

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Mesures de sécurité :

Les dispositions de l'article 5.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Information des sous-traitants :

Les dispositions de l'article 5.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Les dispositions de l'article 6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

#### Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

## PARTIE 7. DEFILLANCE DANS L'EXECUTION

---

### ARTICLE 20. PENALITES ET PRIMES

#### Pour l'ensemble des lots

##### **Pénalité journalière pour le retard d'exécution**

La fourniture devra être livrée dans les délais impératifs prévus par l'université sur la demande de devis, ou à défaut d'indication par l'université dans les délais pour lequel le titulaire s'est engagé.

En cas de retard dans l'exécution ou la livraison des prestations, l'Université Bordeaux Montaigne se réserve le droit d'appliquer au titulaire, sans mise en demeure préalable, les pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 50$$

P = la pénalité ;

V = la valeur de la fourniture non livrée ;

R = le nombre de jours de retard.

##### **Pénalité en cas de retard de réimpression au-delà du délai indiqué sur le bon de commande de réimpression :**

Conformément à l'article 17 du présent CCAP, suite à des produits imprimés refusés, reconnus défectueux ou non conformes à la commande, l'acheteur sollicitera une réimpression. Au-delà du délai indiqué sur le bon de commande, une pénalité de 10% de la commande par jour calendaire de retard sera appliquée.

##### Dérogations relatives aux pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire appliquera les pénalités sans inviter le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

##### Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

### ARTICLE 21. MESURES COERCITIVES

##### Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## ARTICLE 22. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

### Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

### Résiliation pour évènements extérieurs au marché :

Les dispositions de l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Résiliation pour évènements liés au marché :

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

### Résiliation pour faute du titulaire :

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Par ailleurs, après constatation de 3 mauvaises réalisations ayant donné droit au versement d'une pénalité (Cf. Article 20 du CCAP), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire.

### Résiliation pour motif d'intérêt général :

Par dérogation à l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

## ARTICLE 23. LIQUIDATION

### Décompte de résiliation :

Les dispositions de l'article 43 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des marchés :

Les dispositions de l'article 44 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## ARTICLE 24. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux

Tél. : 05.56.99.38.00

Fax : 05.56.24.39.03

Email : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :  
CCIRA de Bordeaux - Le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges  
Tél. : 05.56.69.27.45  
Email : na.polec@direccte.gouv.fr

Règlement à l'amiable :

Les dispositions de l'article 46.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Mémoire en réclamation :

Les dispositions de l'article 46.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Délai de notification de la décision :

Les dispositions de l'article 46.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage :

Les dispositions de l'article 46.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Délai de réclamation :

Les dispositions de l'article 46.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG**

---

### **Dérogations applicables à l'ensemble des lots :**

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services.